

Crise économique : le début de la fin...

Cela fait déjà cinq ans que le système capitaliste mondial affronte la pire crise économique qu'il ait connu depuis la Grande Dépression des années 1930.

Si au début, les élites bourgeoises prédisaient une "sortie de crise" rapide, ce n'est aujourd'hui clairement plus le cas.

Aux USA, la reprise asthmatique n'a toujours pas permis à la production industrielle de retrouver son plus haut niveau d'avant-crise, et la crise de la dette souveraine combinée aux plans d'austérité commence à faire s'effondrer la consommation intérieure en Europe, avec de sévères répercussions sur les débouchés et donc la croissance.

Dans les pays impérialistes en déclin, les prédicateurs bourgeois qui auguraient une sortie de crise dès 2010 en sont donc aujourd'hui pour leur frais.

Après une année 2011 qui a vu le redressement économique partiel induit par les plans de relance subir un brutal coup de frein et une année 2012 qui a vu l'Europe retomber en récession, l'optimisme n'est aujourd'hui clairement plus de mise.

En France le nouvel attelage gouvernemental "socialiste" devra ainsi au mieux se contenter d'une croissance nulle en 2013. Dans ces conditions, les licenciements vont se poursuivre à un rythme élevé et le chômage continuera à enfler bien au-delà de 2013. Impossible évidemment de tenir ses engagements budgétaires dans ce contexte.

Même aux USA qui font tout pour différer au maximum l'application de plans d'austérité budgétaire, le spectre de l'austérité se fait de plus en plus sensible alors que le plafond de la dette souveraine devra très vite être de nouveau relevé.

Comme nous l'avons déjà souligné, les pays impérialistes en déclin – l'Occident –, sont inexorablement entraînés dans une spirale infernale : celle du déclin, du déclassement, avec à terme la paupérisation absolue de leur population.

La crise actuelle a débuté comme une crise de surendettement de puissances impérialistes incapables d'empêcher l'émergence d'un redoutable concurrent, l'impérialisme chinois, un concurrent qui remonte à grande vitesse l'ensemble de la chaîne de la valeur mondiale et les déloge de leur position longtemps privilégiée, une position qui avait permis aux élites de ces pays de créer une large aristocratie ouvrière.

Cette époque est aujourd'hui révolue, car leur main-d'œuvre la plus qualifiée est aujourd'hui de plus en plus mise en concurrence avec celle, bien meilleur marché, de l'impérialisme chinois.

Que ce soit dans l'électronique ou dans l'aéronautique, dans l'industrie ferroviaire ou dans le secteur énergétique, dans l'industrie de la défense ou dans celle de la connaissance, l'impérialisme chinois brise leur ancien monopole.

Les années à venir n'ont donc aucune chance de ne pas voir la crise économique actuelle se poursuivre en Occident. Se poursuivre ? Non, s'accroître et les lamener de plus en plus profondément !

Dans ces conditions les miettes avec lesquelles nos élites bourgeoises ont acheté la paix sociale vont continuer à se réduire comme peau de chagrin.

Mais cela signifie-t-il pour autant la fin automatique du capitalisme ?

Non, car en Occident, le très haut degré de dépolitisation des masses exploitées ainsi que leur espoir de revenir à l'état antérieur de relative prospérité favorisent non pas les aspirations au socialisme, mais les aspirations petites bourgeoises les plus réactionnaires, avec à la clef le maintien de l'ordre bourgeois.

Comme la démontré la dislocation du social-impérialisme soviétique et la paupérisation qui en a résulté la révolution socialiste n'arrive pas de façon mécanique. Il faut aux peuples et aux travailleurs un Etat-major conscient, capable de s'orienter justement dans les situations les plus troubles, le Parti communiste marxiste-léniniste.

Si la poignée de communistes que nous sommes ne parvient pas à réveiller la flamme révolutionnaire des peuples des pays impérialistes en déclin, ces sociétés s'enfonceront alors durablement dans une période de déclin et de décadence dont nous ne vivons aujourd'hui que les prémises.

Pourtant, le déclin des capitalistes occidentaux ne sera pas synonyme du déclin de l'ensemble du capitalisme. Au contraire, celui-ci poursuivra sa rapide expansion dans les territoires les plus reculés, et même encore plus rapidement que durant les dernières décennies.

Car pendant que ses concurrents se débattront dans des problèmes internes insolubles, l'impérialisme chinois créera pour un temps – car les lois immuables régissant le capitalisme ne manqueront pas de se rappeler à lui –, les conditions de sa propre prospérité et nourrira une aristocratie ouvrière (aujourd'hui naissante) de plus en plus nombreuse.

Les capitaux chinois afflueront alors librement – c'est-à-dire sans que ses anciens concurrents ne puissent plus s'y opposer –, aux quatre coins du monde, et en particulier en Asie, en Amérique Latine et en Afrique. Ces continents s'industrialiseront alors à grande échelle.

En l'absence d'un sursaut révolutionnaire des peuples occidentaux – aujourd'hui autant anesthésiés que résignés –, la crise actuelle ne marquera donc pas la fin du capitalisme.

Cette crise ne marquera "que" la fin de la domination économique, politique et militaire de puissances impérialistes sur le déclin qui totalisent moins de 800 millions d'être humains. Un déclin dont on perçoit aujourd'hui aisément les dernières – mais violentes – convulsions, à la fois contre les peuples des pays dépendants et contre leurs propres peuples.

Pour le capitalisme, la crise économique actuelle marque une époque de transition et en particulier l'avènement d'une nouvelle puissance impérialiste dominante, l'impérialisme chinois.

Par son envergure démographique, cette jeune puissance impérialiste amènera inévitablement le capitalisme à son extension géographique maximale. Il faudra en effet suffisamment de miettes pour acheter durablement la paix sociale d'un pays qui compte aujourd'hui plus ou moins 1,4 milliard d'habitants.

En d'autres termes l'impérialisme chinois fera entrer de plein pied au moins trois milliards d'êtres humains d'Amérique du Sud, d'Asie et d'Afrique vivant aujourd'hui – ou devrions-nous plus justement dire survivant péniblement –, aux marges de la grande industrie.

Une fois réalisée, cette entrée ne manquera pas de pousser à leur paroxysme les contradictions économiques, démographiques, politiques et sociales inhérentes au mode de production bourgeois.

A terme : la perspective de la fin du capitalisme ou une nouvelle époque de chaos pour les peuples asservis si les communistes venaient à manquer à l'appel ! Mais ça, ce sera l'Histoire d'une autre crise économique majeure,... dans quelques décennies ou dans un siècle !

En attendant, il nous faut continuer notre combat et notamment empêcher que la bourgeoisie ne parvienne un jour à anéantir notre héritage et donc notre "espèce".

Vincent Gouysse, pour l'OCF, février 2013